

le prolétaire

ORGANE MENSUEL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (PROGRAMME COMMUNISTE)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI	* La revendication de la ligne qui va du Manifeste communiste à la révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; * La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; * La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.	DECEMBRE 1968 — 6 ^{me} ANNEE — N° 60		Le numéro
		Abonnement de soutien	10 F - 100 F.B.	0,50 F - 5 F.B.
		Abonnement annuel	5 F - 50 F.B.	
		LE PROLETAIRE	B.P. 375 MARSEILLE-COLBERT	G.C.P. 2202 22 MARSEILLE

Avec ou sans dévaluation, c'est à la classe ouvrière que l'État bourgeois fera payer l'expansion du capital

Alors que la dévaluation du franc était tenue pour certaine le samedi 23 novembre et que l'on s'interrogeait seulement sur son taux, l'annonce du refus de la dévaluation par le gouvernement, ce même jour prenait l'allure d'un coup de théâtre.

Dans son allocution radiodiffusée du 24 novembre, de Gaulle a donné la version officielle des causes de la crise financière française et proposé des remèdes. Il a parlé en homme d'État ; en homme de l'État capitaliste ; de cet État qui défend les intérêts généraux de la production capitaliste — parfois contre certains intérêts particuliers des bourgeois considérés isolément et toujours contre les intérêts généraux de la classe prolétarienne. Son langage a été celui de l'ennemi de

classe. Pour lui, il n'est pas besoin d'aller chercher bien loin la cause de la crise monétaire : l'ordre a été troublé en mai-juin et, crime des crimes, la grève a paralysé la production. Il a fallu alors, toujours selon de Gaulle, consentir à d'énormes augmentations de salaires pour éviter au pays, menace de tous côtés par la concurrence internationale, une complète « asphyxie ». Cela aurait créé un profond déséquilibre et MM. les capitalistes, perdant toute confiance en l'avenir, se seraient furieusement jetés dans la spéculation, achetant des marks ou de l'or et vidant du même coup les Caisses de l'État, celui-ci se trouvant ainsi amené au bord de cette faillite partielle qu'est une dévaluation monétaire. En somme, les ouvriers d'abord, les capitalistes ensuite se sont con-

duits en mauvais « citoyens ». Ils doivent maintenant réparer leur faute.

Dans cette présentation des faits, tout repose sur cet énorme mensonge, qui est l'arme par excellence de la classe ennemie et de son État : la Nation englobe une collectivité d'hommes solidaires, ayant des intérêts communs, et qui doit affronter la concurrence des autres nations. A ce mensonge de la classe bourgeoise, nous opposons la vérité de notre classe : les prolétaires non seulement n'ont pas d'intérêt commun avec la bourgeoisie et les classes moyennes, mais des intérêts radicalement opposés, si bien qu'aucune réconciliation n'est possible, aucune communauté d'intérêts, mais seulement la soumission d'une classe à une autre. Par contre les prolétaires du

monde entier ont en commun le même ennemi : le capitalisme qui, certes, dresse les uns contre les autres, dans la guerre économique ou la guerre militaire qui la prolonge inévitablement, les divers États nationaux mais sait aussi les coaliser le moment venu contre le prolétariat menaçant.

Cette vérité de classe, le premier texte du mouvement prolétarien organisé, le Manifeste communiste de 1848, l'a immortalisée dans ces deux formules, véritables déclarations de guerre au monde bourgeois : « Les prolétaires n'ont pas de patrie », « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! » Mais qui, aujourd'hui, les lancera à la face de la bourgeoisie et de son État ? Certainement pas le P.C.F. ou les dirigeants de la C.G.T. qui sont plus nationalistes que de Gaulle en personne ; qui prétendent avoir réconcilié le drapeau tricolore et le drapeau rouge ; qui ont assuré l'ordre en mai-juin, plus efficacement que les C.R.S. ; qui ont déployé tou-

te leur force pour que le travail reprenne et que l'on prenne le chemin des urnes, exactement comme M. de Gaulle le voulait.

Tout cela, de Gaulle le sait. Il sait que toute l'opposition de ces « communistes »-là se réduit à déclamer que, eux, ils auraient fait mieux que de Gaulle au gouvernement, ils auraient mené une politique plus nationaliste encore, assuré à la France une meilleure place dans la compétition capitaliste mondiale. Bien sûr, comme les promesses ne coûtent rien (voir Wilson en Angleterre !), ils ajoutent qu'ils feraient toutes ces merveilles et, en plus, amélioreraient le sort de la classe ouvrière. Alors, de Gaulle a beau jeu de faire le raisonnable et d'expliquer qu'on ne peut tout avoir à la fois, qu'il faut savoir faire des sacrifices, que si l'on veut l'expansion et accorder aussi quelques miettes aux ouvriers, il faut assurer la croissance des exportations. Com-

(Suite en page 4)

Guerre impérialiste ou guerre civile ?

La guerre, pour monstrueuse qu'elle paraisse, est liée à la survie même du mode de production capitaliste. Quand la société étouffe sous le capital accumulé, engorgement qui résulte de la contradiction entre l'essor rapide des forces productives et la forme étroite et mercantile des rap-

Certes, nous ne sommes pas encore au point où l'intensité de la crise est telle que la guerre, solution bourgeoise, ou la révolution, solution prolétarienne, soit à l'ordre du jour ; mais dès maintenant nous devons lutter contre l'illusion pacifiste. Illusion qui veut que la guerre reste limitée à quelques points chauds, la bonne volonté de messieurs Nixon et Kossyguine garantissant l'essentiel de la coexistence pacifique. La guerre n'est pas une question de bonne ou de mauvaise volonté, elle échappe au pouvoir des dirigeants. Si aujourd'hui elle se cantonne au Nigeria ou au Viet-Nam, c'est parce que les conditions économiques du déclenchement de la troisième guerre impérialiste ne sont pas mûres. Toutefois l'actualité nous enseigne à travers les conflits locaux et les nouvelles militaires que la guerre garde son caractère inévitable et que rien, si ce n'est la révolution sociale à l'échelle du globe, ne peut la faire reculer.

Prenons le Moyen - Orient. Quelle est la solution ? Le statu quo est explosif et le retour aux positions antérieures ne résoudrait rien puis-

ports de production, il n'est qu'une solution pour la bourgeoisie mondiale : la guerre. Aujourd'hui, le « bénéfice » de la guerre de 1939-45, de la destruction de millions de producteurs et de millions de machines, touche à sa fin. Le boom d'après guerre a fait place aux prémices de la crise,

qu'il ramènerait à une situation qui débouche précisément sur la guerre des six jours. Il n'y a aucune solution, aucun arbitrage n'interviendra et le conflit ne peut que reprendre sans autre perspective d'issue définitive que l'extermination d'un des protagonistes. C'est le monde bourgeois qui a créé les nations et leur affrontement ne peut se résoudre que par leur disparition. Or, le capital est incapable de terminer la destruction qu'il a entamée en posant les bases, par l'internationalisation des échanges, de la société future qui abolira toute frontière.

Pour le Viet-Nam, là encore il n'est pas de solution bourgeoise au problème et les petits bourgeois qui crient paix au Viet-Nam ont bien tort de se moquer des indiens faisant la danse de la pluie, leur attitude ressortant du même comportement magique. Notons ceci : quels que soient les motifs initiaux de l'intervention U. S. au Viet-Nam, l'action militaire a sa logique propre, c'est-à-dire que si la volonté peut jouer dans la décision d'entreprendre la guerre, ensuite l'enchaînement des faits échappe au calcul

humain. Et c'est bien cela qui s'est produit au Viet-Nam ; cette guerre est une monstruosité du point de vue impérialiste lui-même ; elle est contradictoire avec les méthodes « modernes » d'oppression, à savoir la domination économique et surtout financière.

Et pourtant, les Américains ont sur les bras une guerre de type colonialiste classique avec occupation militaire du terrain ; là encore cela prouve qu'il n'est pas de voie pacifique dans l'empire du capital et que l'impérialisme U. S., le plus puissant de tous, est incapable de décider de la paix ou de la guerre.

On nous objectera que la « volonté de paix » des Américains n'est pas pure, que ce sont des fauteurs de guerre impénitents, etc... Mais pourquoi iraient-ils s'embarasser de négociations alors qu'ils ont déjà montré tout le mépris qu'ils peuvent avoir de l'opinion publique internationale ? Ce n'est pas pour ne pas perdre la face ni (hypothèse combien sottise) parce qu'ils sont vaincus militairement, que les U. S. A. négocient, c'est parce que cette guerre aujourd'hui les gêne et les affaiblit sur d'autres fronts, en particulier face à l'afflux des importations japonaises et ouest - allemandes sur leur propre territoire. Or, ce que démontrent les interminables négociations de Paris c'est que malgré la volonté de paix et de Washington et de Hanoi, cette guerre est interminable car aucune combinaison, aucune concession aussi importantes soient-elles ne peuvent venir à bout de ce FAIT qui est la guerre du sud-est asiatique. Guerre qui a tellement modifié en profondeur l'ensemble des structures de cette partie du monde que « l'état de paix » serait tellement anormal qu'il se trancherait par la reprise des combats. Et ceci n'est pas la fatalité

(Suite en page 4)

LES COUTURIERS DE LA POLITIQUE :

LA LIGNE

" UNIVERSITÉ ROUGE "

Le N° 3 du journal Rouge lance la mode : « Pour répondre à ses fonctions, le mouvement doit se doter d'une ligne qui les harmonise : la ligne Université Rouge. » Comme quoi les immédiatistes sont logiques avec eux-mêmes : le mouvement d'abord, une ligne après ; structurons toujours, on verra bien pour le contenu, etc...

Quant à la ligne « Université Rouge », elle est singulièrement zigzagante : il s'agit de lier la minorité révolutionnaire à la majorité réformiste pour donner au mouvement un caractère de masse, puis se détacher subtilement de cette majorité encombrante en affirmant contre elle la nature politique du mouvement ainsi formé ! C'est de cette funambulesque façon que Rouge entend résoudre ce problème : « Comment garder au mouvement le caractère à la fois de masse et révolutionnaire ? » La simultanéité étant impossible, le mouvement sera successivement de masse puis révolutionnaire, et le tour est joué ! Le tout est de bien choisir le moment du virage à 180° mais les trotskystes sont orfèvres en la matière : donc, mouvement de masse pendant les examens, mouvement révolutionnaire après. Il fallait y penser.

Un des titres de paragraphe de l'article s'intitule : « Une méthode de lutte, raisonner en termes de rapport des forces », mais l'auteur semble attacher à « rapport des forces » un sens pour le moins restrictif : pour

lui, seul compte le nombre : « Pour faire échec à la répression à l'affût, réaffirmer (sic !) l'ampleur du mouvement, vérifier et illustrer l'état du rapport des forces en liant sur la bataille des examens l'avant-garde étudiante à la masse réformiste. » Voilà, lumineusement exprimée, cette faculté qu'ont les trotskystes de se fondre parfaitement dans la masse réformiste (il en est même qui font plus vrai que nature). Après son bain de réformisme, « l'avant-garde », toujours gaillarde, va « assurer l'apparition autonome des militants marxistes révolutionnaires » ayant pour tâche de « cultiver le mouvement étudiant, l'organiser, le préparer à de nouvelles luttes » (dans lesquelles on se refondra dans la masse réformiste ?). On voit que la ligne Université Rouge tient du gignol, mais c'est parce que « vou-

(Suite en page 4)

REUNION DE LECTEURS A PARIS

Lutte revendicative et lutte révolutionnaire

Le vendredi 13 décembre à 21 heures
Salle Lancry — 10, rue de Lancry (X^{me})
ENTREE SUR INVITATION
(Le présent journal tient lieu d'invitation)

PERMANENCES A MARSEILLE

Samedi 7 décembre
Samedi 21 décembre
de 17h.30 à 20h.
au siège du journal
7, cours d'Estienne d'Orves
(4^e étage)

LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y
PRENDRE CONTACT
AVEC NOUS.

La grève avortée des métaux britanniques chant du cygne du Labour Party

C'est au cours du dernier Congrès des Trade Unions, terminé le 29 septembre à Blackpool qu'avait éclaté comme un coup de tonnerre la décision des puissantes fédérations syndicales de la métallurgie et corps assimilés de déclencher une grève générale illimitée à partir du 21 octobre, si d'ici là leurs principales revendications

n'étaient pas satisfaites. Depuis près d'un an en effet, les négociations traînaient, arrêtées essentiellement sur le pourcentage d'augmentation des salaires, fixé à environ 5 % pour les manœuvres comme pour les ouvriers spécialisés, ainsi que sur la prolongation du congé annuel d'une semaine.

Résultat d'une structure corporative héritée d'un long passé, environ un million et demi d'ouvriers sont groupés dans une vingtaine de syndicats allant des métaux aux dessinateurs industriels, en passant par les chaudronniers, menuisiers, électriciens, conducteurs de camions, sans oublier les peintres, vernisseurs et décorateurs-tapisseries. Toutes ces catégories sont, à titre divers, représentées dans la construction automobile, les chantiers navals, les entreprises mécaniques, l'industrie électronique, l'aéronautique et ce sont donc plus de trois millions et demi de travailleurs qui auraient croisé les bras, soit délibérément, soit à cause du manque d'approvisionnement venant d'autres branches d'industries en grève. C'est aussi l'ensemble des secteurs industriels fournissant la plus grande partie des exportations, fer de lance de l'expansion affaiblie de l'impérialisme anglais, qui aurait ainsi été durement touché.

S'il est donc indiscutable que les syndicats anglais, en lançant leur bombe au nez du gouvernement travailliste, ne faisaient qu'exprimer, à près beaucoup de manœuvres dilatoires, la colère ouvrière devant la politique coûteuse pour leur niveau de vie, de redressement du lion britannique dont Wilson s'est fait l'apôtre, il était aussi évident qu'il fallait s'attendre aux pires exercices de cirque

doit reconduire un tel projet, il répondait de façon révélatrice : « Une telle décision dépendra de l'adhésion volontaire des syndicats à une politique de contrôle sur les salaires, ce qui n'est pas encore totalement acquis ».

Passons sur l'aveu du rôle assigné, et dirons-nous, accepté d'enthousiasme depuis des années par les bonzes syndicaux, pour nous arrêter sur la signification réelle de cette déclaration. M. Wilson n'ignore rien de la chaleur de l'appui syndical à sa politique et il convient donc de comprendre que son appel est lancé non aux syndicats, mais aux ouvriers directement pour restreindre leurs besoins. Quant au contrôle des salaires, là aussi Wilson ne peut avoir d'illusion sur la pression que le prolétariat exerce à la longue dans un pays aussi fortement industrialisé que la Grande-Bretagne. Comme le laisse entendre du reste très clairement le titre de son ministère du travail, qui est devenu aussi celui de la productivité, Wilson veut dire : augmentation de salaires à la rigueur, si cela est impossible à éviter, mais attention, il faut qu'elle soit liée à un augmentation de la productivité !

C'est alors qu'on comprend le déroulement des négociations qui viennent d'échouer dans l'industrie métallurgique anglaise. A la demande d'augmentation des salaires présentée par les syndicats, le patronat,

établi, mais nous devons préciser deux points :

Le premier est qu'à aucun moment les « négociateurs » ouvriers ont rejeté les demandes patronales et que le seul objet du litige a été l'insuffisance des augmentations proposées pour les salaires des ouvrières.

Une première constatation, bien évidente, c'est qu'une fois de plus les ouvriers ont été trahis par l'abandon de la seule arme entre leurs mains : la grève. Mais pourquoi le constat de désaccord sur ce point mineur ? C'est qu'à l'examen des demandes patronales précises, et notamment les points 1 et 2, les centrales syndicales ont dû signer un constat d'impuissance, c'est-à-dire admettre qu'elles étaient incapables d'en garantir l'application.

De fait, tant leur structure bureaucratique lourde et lente que l'absence de représentants dans les usines, ou plutôt de militants prêts à défendre les accords signés sur le plan national (et comme on en comprend bien la raison) interdit aux centrales de s'engager à respecter un protocole d'accord impliquant à l'échelon des entreprises une prise de position franchement anti-ouvrière. C'est la négation même du principe de la défense des intérêts économiques des ouvriers que venait demander le patronat de combat de l'industrie métallurgique anglaise.

Les réactions du Comité central de l'A.E.F. le 23 octobre : « Nous ne retournerons à la table des négociations qu'après avoir pris la température de nos syndicats locaux, car notre impression est que les demandes patronales ne peuvent qu'encourager à des actions militantes anti-syndicales et des grèves sauvages », comme l'amertume du Times qui, dès le 21 octobre, s'écrie : « Comment peut-on admettre qu'à la cohésion démontrée par la Confédération patronale, représentante de secteurs gigantesques de l'économie nationale, ne fasse pas pendant un front uni syndical habilité à conclure des accords pour le bénéfice mutuel de toutes les couches de la population britannique », ne laissent aucun doute sur l'enjeu en cause.

L'autre face de la situation est carrément positive. Au fur et à mesure que se développe l'offensive syndicale anti-ouvrière dans les usines, les ouvriers comprennent mieux ce qu'est ce corps étranger ennemi dans leur sein. Déjà, dans l'industrie automobile, des contacts sont pris entre éléments ouvriers de différents districts et de différentes usines pour l'établissement de plateformes communes sur les revendications de salaires ou la lutte contre les empiètements sur le temps de repos, sur l'accroissement des cadences productives. Au fur et à mesure de l'évolution de la crise dans laquelle se débat le capitalisme anglais pour une survie problématique se présenteront les bases d'une lutte politique que la bourgeoisie anglaise redoute tellement qu'elle a laissé si longtemps en place un gouvernement travailliste.

Le Labour Party apparaît toujours davantage aux yeux des ouvriers anglais pour ce qu'il est, une coalition de classes irréductiblement opposées l'une à l'autre. Sur la base de cette expérience capitale, la classe ouvrière de ce pays doit lutter pour la formation de son propre parti de classe qui devra arracher la classe ouvrière à l'influence des larbins du Capital que sont les dirigeants du Labour Party, et qui seul pourra briser le carcan de l'organisation des Trade Unions, arme de division des ouvriers et de sabotage de leurs luttes revendicatives les plus immédiates.

Qu'est-ce que le GAULLISME ?

Un des grands mérites des événements de mai-juin derniers, c'est d'avoir révélé au grand public ce que valait la gauche démocratique qui, juste au moment où la crise semblait devoir lui permettre d'accéder au pouvoir, se montra avant tout soucieuse d'assurer le retour à l'ordre social bourgeois quelque peu malmené, tant par l'ampleur du mouvement revendicatif que par les violences et troubles de rues.

Ce rôle prévisible de l'opposition, nous l'avions annoncé déjà dans une mise au point publiée il y a quatre ans dans notre périodique, alors modeste feuille ronéotypée. A cette date, pour répondre à certains critiques qui nous reprochaient de ne pas faire un sort spécial au gaullisme parmi les adversaires politiques de la classe ouvrière, nous rédigeons un article, dans notre N° 12 de juillet-août 1964, dont nous aurons à reproduire ici quelques extraits afin de prouver qu'il n'est pas nécessaire d'y changer un seul iota à l'épreuve des événements ultérieurs.

« Parmi les adversaires les plus acharnés du "pouvoir personnel" — écrivions-nous alors — il n'existe sûrement pas un homme qui n'ait, une fois au moins dans sa vie, crié « Vive de Gaulle » ! Personne qui n'ait célébré en lui le libérateur de la patrie, ou ses paroles à la B.B.O., vibré à son appel contre l'occupant... Personne, en un mot, qui n'ait contribué peu ou prou à redonner vie et flamme à ce nationalisme français dont l'actuel chef de l'Etat se veut la plus pure expression. Et pourtant c'est de cette masse informe d'ex-gaullistes de cœur que part quelquefois à notre adresse cette critique, plus ou moins haineuse : "Vous ne pouvez être de vrais communistes puisque vous n'attaquez pas De Gaulle".

» C'est vrai, ajoutons-nous. Dans le concert d'imprécations des syndicats et partis qui prétendent représenter la classe ouvrière, nous sommes les seuls à donner une fausse note. Nous n'accordons pas une importance spéciale aux faits et gestes d'un personnage dont nous laissons à d'autres la tâche facile de relever les travers et les contradictions. Nous ne joignons pas notre voix à celle des vestales démocratiques outragées qui, après avoir acclamé en leur jeunesse "l'homme du 18 juin", se scandalisent aujourd'hui de sa politique. Sommes-nous donc, comme on voudrait l'insinuer, insensibles à l'aggravation des conditions de vie des travailleurs ? Indifférents à la fascisation croissante des institutions de l'Etat bourgeois ? Aucunement, mais notre adversaire est le capitalisme et non pas un seul de ses gouvernements. Notre ennemie est la classe bourgeoise tout entière et non pas seulement une de ses fractions. L'antigaullisme, au fur et à mesure qu'il prend corps, apparaît de plus en plus comme une force de conservation sociale destinée à remplacer le gaullisme lorsqu'il sera trop usé et les ouvriers trop mécontents ».

Nous pouvons arrêter là notre citation en nous bornant à en souligner la dernière phrase : nous ne savons pas quand l'antigaullisme succédera à son adversaire et s'il lui succédera jamais ; mais ce qui est évident depuis mai-juin dernier, c'est qu'il ne peut avoir un contenu social sensiblement différent de celui qui caractérise le système qu'il dit combattre. Cette réalité, pour nous banale mais qui commence seulement à se faire jour dans la classe ouvrière, il nous faut aujourd'hui la préciser en la complétant par sa réciproque : si les méthodes et les principes de gouvernement du gaullisme ont en quelque sorte gagné ses pseudo-ennemis, il n'est lui-même que la propre création historique et politique longtemps mûrie par ces derniers.

○
Pour se convaincre que l'antigaullisme a dialectiquement fabriqué le système qu'il voue aujourd'hui aux gémonies, il faut examiner quelles furent ses bases économiques et historiques.

Le capitalisme français d'avant la première guerre mondiale était

bien connu comme "usurateur" et "colonialiste" : il vivait bien davantage des intérêts procurés par ses prêts extérieurs que de la mise en valeur de ses possibilités industrielles ; sa position privilégiée parmi les grandes puissances, il la devait bien plus à l'occupation militaire d'un immense empire qu'à une exploitation impérialiste, au sens moderne du terme, de ce même empire.

A cette bourgeoisie française, que les faux "communistes" d'aujourd'hui fervents des « tâches nationales » au-dessus des intérêts sociaux, stigmatisent pour s'être « vautrée dans les surprofits coloniaux », les deux guerres modernes pouvaient seules imposer — d'ailleurs dans des proportions différentes de l'une à l'autre — un effort de modernisation et d'industrialisation qui ne devait pourtant se développer de façon systématique que durant ces dix dernières années, c'est-à-dire lorsque l'empire colonial français s'écroula sous les coups directs et indirects de la révolution afro-asiatique. Jusque-là, sur nos vieux atlas scolaires, s'étendait de la Méditerranée au golfe

COLLECTIONS RELIEES

Le volume rassemble, sous une forte couverture, les numéros suivants du « Prolétaire » : du 15 (novembre 1964) inclus au 60 (décembre 1968) inclus.

Prix : 45 F. (y compris les frais d'expédition)

de Guinée, l'immense tache rose qui inspira les sottises affichées de la « drôle de guerre » et leur légende si souvent ridiculisée : « nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts » ! La perte de ces énormes étendues stériles de sable, de pierres ou de forêts inextricables, parachéevée par la cession du joyau nord-africain, fut dans un certain sens le salut de cette économie senile et ligée ; tout au moins la contraignit-elle à bénéficier d'un phénomène historique général : le rajeunissement du capitalisme mondial sous l'effet des destructions gigantesques de la seconde guerre mondiale.

A la faveur de cet élan productif qui, dans la réalité, avait largement devancé les résultats expansionnistes aujourd'hui célébrés sans vergogne par la vantardise officielle, une évolution caractéristique des rapports internes de la société française devait inévitablement se produire. Mais elle était toutefois subordonnée à deux conditions politiques préalables : l'éviction du prolétariat comme classe politiquement agissante, la dispersion de tout l'appareil démocratique petit-bourgeois qui, après avoir fait les beaux jours de la Troisième République, s'était incrusté dans tous les rouages de l'Etat qui végétait sur ses profits coloniaux.

(A suivre)

QU'EST-CE QUE LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL ? (PROGRAMME COMMUNISTE)

Nous répondons à cette question dans une petite brochure ronéotypée qui expose brièvement les positions du Parti après avoir indiqué les grandes lignes de l'histoire du mouvement communiste.

Prix : 0 fr. 50

Commandes au "Prolétaire"

des bonzes syndicaux pour la désamorcer et empêcher que la grève n'éclate.

C'est donc à un scénario bien monté, où tous les acteurs savent bien leur rôle, que nous avons assisté. A huit jours seulement de la date annoncée pour le début de la grève, démarrèrent des réunions interrompues au siège du ministère du Travail entre les représentants de la puissante Confédération patronale et ceux des syndicats menés par le plus représentatif d'entre eux, parlant au nom de la moitié des syndiqués, celui de l'Amalgamated Engineering and Foundry Workers Union. Le samedi 19 octobre au soir, la décision de grève le lundi suivant était rapportée, tandis qu'un constat de désaccord avec les propositions patronales sur le relèvement des salaires féminins (n'intéressant qu'environ 200.000 ouvrières) était établi.

Par quel tour de passe-passe nos brillants acteurs ont-ils pu ainsi escamoter la plus formidable menace ayant pesé depuis des années sur le plus vieux des capitalismes des pays avancés, alors que ses atouts sont déjà réduits à la portion congrue dans la compétition impérialiste internationale ?

Pour nous éclairer sur ce point, revenons sur une déclaration que H. Wilson, premier ministre travailliste, faisait à la télévision anglaise, au lendemain de la clôture du Congrès des Trade Unions. A la question de savoir si, fin 1969, à l'expiration légale de la législation d'exception en matière de salaires, son gouvernement en-

appuyé par le gouvernement, a répondu par 4 points :

1. Acceptation à l'échelon des entreprises de critères communs aux patrons et aux représentants ouvriers pour la détermination des bonis dus en fonction de l'intensité accrue du travail ;

2. Acceptation, toujours à l'échelon des entreprises, de méthodes admises par les deux parties pour la définition des postes de travail ;

3. Assouplissement des règles syndicales en matière de démarcation professionnelle : autrement dit qu'un ouvrier spécialisé sur une machine donnée puisse être enchaîné à une autre, ce qui est pour l'instant impossible étant donné la structure catégorielle étroite du syndicalisme insulaire.

4. Réduction de la durée de l'apprentissage pour la formation des O.S. comme des ouvriers les plus hautement qualifiés, nos P.1 à 3. Parallèlement les syndicats étaient invités à admettre que l'apprentissage s'appliquât également à des adultes, ce qui n'était pas admissible jusqu'à maintenant.

En ce qui concerne les revendications salariales, sous réserve de l'accord des centrales syndicales sur les quatre impératifs ci-dessus, elles auraient été satisfaites à plus des trois-quarts, les augmentations étant toutefois étalées sur trois ans, de même qu'était admis le principe d'un congé annuel de trois semaines... lui aussi complet à fin 1970.

Nous avons dit plus haut que la grève était annulée, et qu'un constat de désaccord avait été

LA "PARTICIPATION"

les syndicats et l'aristocratie ouvrière

M. J.L. Maynot, secrétaire confédéral de la C.G.T., dans son rapport du 7 novembre au Comité National déclarait que «... tout en dénonçant le sens de l'opération, la C.G.T. revendiquera, dans le cadre de la participation gaulliste, les plus larges prérogatives pour les représentants des travailleurs, une représentation tenant compte de l'importance de leur rôle, ... transformant ainsi les structures de la participation en terrain de lutte pour la défense des intérêts des travailleurs ». Un peu plus loin, il ajoute que la participation répond à « la nécessité objective pour le pouvoir de trouver une voie par laquelle il puisse rétablir son emprise idéologique sur les

travailleurs » et que, pour les syndicats, « une telle entreprise ne peut déboucher que sur une seule alternative : sombrer dans le ridicule ou la collaboration de classes ». Evidemment, ils ne se font pas d'illusion sur leur propre rôle !

Si on veut savoir en quoi consiste la participation, l'éditorial de l'Humanité du 17 novembre nous répond que la « lutte se déploiera aussi dans le cadre des structures mises en place et dont on ne sait encore ce qu'elles seront (!) ». Bref, pour la direction national-communiste de la C.G.T. et pour le P.C.F., la participation peut être utilisée au profit des travailleurs même sans savoir en quoi elle consiste !

Mais ces opportunistes ont quand même un « programme » : « ... prendre part aux décisions, à la gestion, à la direction des affaires publiques » (Editorial de l'Humanité) ; et le secrétaire confédéral de la C.G.T., M. Mascarello, a déclaré devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale que la C.G.T. demandait l'extension des pouvoirs des Comités d'entreprises, notamment dans le domaine économique (examens des bilans, investissements, évolution des effectifs de l'entreprise, etc.).

En réalité il n'y a là rien d'étonnant : la politique suivie par les directions op-

portunistes du mouvement ouvrier répond aux besoins de l'évolution du capitalisme et se plie à ses exigences de conservation. Donc, rien d'étonnant dans la profonde convergence de vues entre l'Etat bourgeois et les directions opportunistes du mouvement ouvrier.

Pour expliquer pourquoi ces directions essayent de toutes leurs forces de pénétrer et de s'intégrer aux institutions de la société bourgeoise (la soi-disant « gestion démocratique de la production » dans le domaine économique, la « démocratie véritable » dans le domaine politique n'en sont que quelques exemples), nous devons revenir en peu de mots sur le capitalisme et son évolution.

LE « PECHE ORIGINEL »

Dans la société féodale, le producteur, c'est-à-dire l'artisan si nous nous limitons à la production urbaine des marchandises, remplissait toutes les fonctions aussi bien dans la production que dans la distribution. Non seulement il était le propriétaire des moyens de production, mais c'était lui qui achetait les matières premières nécessaires ; qui avait la connaissance des techniques productives ; qui fournissait avec ses quelques aides la force de travail nécessaire pour produire les marchandises. Il imposait à lui-même et à ses aides la discipline dans le travail, et, enfin, c'était lui qui s'occupait de la commercialisation des produits finis qui lui appartenaient.

C'est au milieu de ce monde « paisible » que le capitalisme commence son développement. Il naît fondamentalement des besoins croissants de marchandises auxquels ne peut faire face la seule puissance productive de l'artisanat. A la place du producteur individuel s'installe son fils légitime : le nouveau bourgeois, le bourgeois révolutionnaire qui va transformer de fond en comble la société et la production.

Du point de vue productif, le nouveau bourgeois descend de l'artisan à la ville et du paysan à la campagne : d'eux il garde toutes les fonctions dans la production, sauf une : ce n'est plus lui qui fournit la force de

travail capable d'actionner les machines-outils, de charger le charbon comme de transporter les marchandises ; bref, dans la production, le bourgeois se différencie du prolétaire comme son propriétaire se différencie de la bête de somme. L'entrée en scène du bourgeois coïncide donc avec une division sociale des fonctions productives qui ira en s'accroissant de plus en plus.

En même temps et du fait de l'augmentation de la productivité du travail social, le bourgeois (propriétaire des moyens de production et de la force de travail qu'il achète aux ouvriers) peut payer des salaires (valeur de la force de travail) inférieurs à la valeur créée par la classe ouvrière, et donc encaisser la différence : la plus-value. Du point de vue économique, le capitalisme est le mode de production social qui permet d'extraire et d'augmenter la plus-value extorquée au prolétaire.

Le bourgeois révolutionnaire du début du XIX^{ème} siècle continue néanmoins de réunir en lui-même la propriété juridique du capital et les fonctions dans la production permettant de s'approprier la plus-value. Mais au fur et à mesure que la production se développe et que ses méthodes se révolutionnent, il n'est plus possible à une seule personne de remplir toutes ces fonctions, et la division sociale du travail finit par toucher

également le capitaliste. La technique se développe de telle façon qu'il faut former des spécialistes, des techniciens, des ingénieurs, des hommes de science ; l'élargissement des marchés, le volume des transactions et la complication qui en découle pour la commercialisation des marchandises obligent à former des comptables, des financiers, des économistes ; finalement le nombre grandissant des travailleurs dans chaque entreprise oblige le capitalisme à tirer de la classe ouvrière les éléments qui imposent la discipline du travail à l'ensemble des ouvriers.

Au début du capitalisme, et puisque la technique productive ne s'éloignait pas trop de l'artisanat, ce dernier rôle était assumé par les ouvriers les plus spécialisés, ceux qui connaissaient le mieux les méthodes de production. Mais avec l'introduction du machinisme au cours de la révolution industrielle au siècle dernier, cette connaissance est devenue superflue : les contremaîtres doivent avoir uniquement des qualités de policiers pour surveiller les ouvriers et de caporal pour commander les esclaves modernes : les prolétaires.

Dans cette évolution, le Capital se dépersonnalise, il devient anonyme comme l'argent même ; les rapports de production prennent de plus en plus un caractère social. Le vieux bourgeois révolutionnaire qui réunissait la propriété juridique du Capital et les fonctions d'agent de l'accumulation capitaliste a donc commencé à disparaître lentement. D'un côté, le propriétaire moderne du Capital fait son apparition (et à l'époque impérialiste il se confond de plus en plus avec les banques) ; sa seule fonction est de toucher les intérêts annuels de ses actions ; il se trouve rejeté de la production ; il est devenu un élément socialement parasitaire. Même la capacité de décider de la façon d'investir la plus-value extorquée au prolétaire commence à échapper au bourgeois ! Il est remplacé dans cette fonction par les « exécutives » (comme aime à les appeler la presse bourgeoise) qui ne sont rien d'autre que les gérants du Capital.

De l'autre côté, apparaissent des couches sociales qui remplissent le rôle d'agents de l'accumulation capitaliste dans la sphère de la production, tous ceux qui par leurs fonctions permettent d'extorquer la plus-value à l'ensemble de la classe ouvrière : spécialistes en général et, enfin, les « agents de maîtrise » qui assurent le contrôle direct des ouvriers dans la production.

La différence fondamentale entre ces deux derniers groupes réside en ce que les premiers ont une réserve sociale : la « culture », la formation professionnelle que la société a investis en eux. L'« intelligentia » tend à se constituer de plus en plus en couche stable, accentuant ainsi le fossé qui sépare le travail intellectuel du travail manuel. Les seconds, constituant l'aristocratie ouvrière, sont pour leur part sans réserve, aucune formation spéciale n'est nécessaire pour remplir la fonction qu'ils exécutent : ils ne sont que des esclaves de la société bourgeoise

achetés pour un plat de lentilles mais qui, par rapport à la masse ouvrière, sont mieux rémunérés.

L'aristocratie ouvrière a en commun avec le prolétariat le fait d'être sans réserve, mais ce qui les sépare c'est leur rôle respectif dans la production et

L'ARISTOCRATIE OUVRIERE

Parmi toutes les couches qui sont les agents de l'exploitation prolétarienne par le Capital, l'aristocratie ouvrière a une situation particulière. Comme couche différenciée du prolétariat, elle n'existe que par la corruption dont elle est l'objet et qui dépend de sa fonction de chien de garde de la production capitaliste. Economiquement, elle a intérêt à accroître cette corruption pour échapper à sa rechute dans le prolétariat. Socialement, elle tend de toutes ses forces à monter dans l'échelle sociale, à s'intégrer aux couches placées au-dessus d'elle, mais elle n'a pas leur réserve sociale. Politiquement, elle a intérêt à assurer ses privilèges au moyen de l'appareil étatique.

Elle tend à pénétrer dans les organes dirigeants de la production au niveau de l'entreprise et, du fait de l'étroite relation entre entreprise, marché

donc leurs intérêts respectifs dans la conservation capitaliste. L'origine de cette différence d'intérêts se trouve dans la corruption dont est l'objet l'aristocratie ouvrière, corruption permise par les énormes profits tirés par le Capital à l'époque impérialiste.

lutte, l'Etat bourgeois — qui n'est que l'appareil répressif au service de l'exploitation du prolétariat, de l'extorsion de la plus-value à la classe ouvrière — a de plus en plus besoin de l'aristocratie ouvrière pour assurer sa domination : on augmente donc les miettes qu'on lui jette. Il en fut encore ainsi après l'explosion prolétarienne de mai-juin.

L'aristocratie ouvrière fut la première à rompre la grève générale et elle aura sa récompense. Les directions opportunistes brisèrent la lutte sur le terrain de la confrontation de classe, la grève générale et la rue, pour la ramener aux bulletins de vote et aux « revendications par entreprise ». Et elles auront leur rétribution : la participation.

En passant il est intéressant de jeter un regard sur les accords de Grenelle (rejetés spon-

LE PROLETAIRE

dans la région parisienne

Notre journal est en vente dans les kiosques des principales gares de Paris et de la banlieue ; dans les bibliothèques de Métro de tous les terminus, de toutes les Portes de Paris et des principales correspondances.

et Etat, également dans les organes étatiques et économiques au niveau national : ceci pour renforcer et faire valoir institutionnellement sa propre fonction et ses propres intérêts. Elle cherche à obtenir sa représentation dans l'entreprise et dans l'Etat, dans les conseils d'usine et dans le parlement. Finalement, elle essaie d'obtenir des avantages en assurant à ses maîtres la passivité des ouvriers, aussi bien dans l'entreprise que dans le domaine politique général.

Quand le prolétariat entre en

L'ARISTOCRATIE OUVRIERE ET L'OPPORTUNISME DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

Dès l'apparition de l'opportunisme et du réformisme, Lénine montra la base sociale de cette dégénérescence politique du mouvement ouvrier : l'aristocratie ouvrière. Les directions politiques et syndicales opportunistes et réformistes en sont les représentants naturels.

Leur vrai rôle éclata dans toute son ampleur dès la première guerre impérialiste quand cette charogne participa aux gouvernements bourgeois, donna son appui à l'Union Sacrée entre bourgeoisie et prolétariat pour la « défense de la patrie » ; quand, finalement, elles se firent les porte-parole du passage pacifique au socialisme, de la défense du parlement et de la démocratie.

Leur rôle a été capital pour la victoire du fascisme en Italie en divisant et paralysant l'action prolétarienne face à

tanément par les ouvriers), en considérant uniquement les conséquences qu'a sur le salaire leur politique de collaboration de classes. Si on laisse de côté les ouvriers qui touchaient un salaire inférieur à 490 F. (7,16 pour cent de l'ensemble), les salariés qui touchaient plus de 1.000 F. (23,2 % de l'ensemble) ont eu la plus forte augmentation (de 63 à 93 F.) permettant ainsi de maintenir la hiérarchisation des salaires et donc leur position privilégiée par rapport aux autres catégories ouvrières (76,7 % du total).

l'offensive de l'Etat bourgeois et des bandes noires.

Ils monnayent la combativité ouvrière en essayant de la détourner de tout but de classe. Toute leur politique (appelée aujourd'hui aussi « passage pacifique au socialisme » !) n'est que la transposition du rôle de chien de garde dans la production de l'aristocratie ouvrière.

Les opportunistes (la canaille, comme Lénine les appelait), quand leur emprise sur les organisations prolétariennes est forte, crient à « l'Unité », sous le drapeau de la collaboration des classes ; mais quand un fort courant révolutionnaire se développe (au sein des syndicats par exemple), ils sont les premiers à provoquer des scissions pour tenter de briser la pénétration du marxisme au sein de la masse.

(Suite page 4)

VIENT DE PARAITRE :

En marge du cinquantenaire
d'Octobre 1917 :

BILAN D'UNE RÉVOLUTION

- Les grandes leçons d'Octobre 1917
- Les fausses leçons de la contre-révolution de Russie :
 - Seul le marxisme tire les leçons de l'histoire
 - La "leçon" bourgeoise
 - La "leçon" social-démocrate
 - La "leçon" anarchiste
 - La "leçon" du socialisme d'entreprise
 - La "leçon" trotskyste
- L'économie russe de la révolution à nos jours
 - Programme économique initial des bolcheviks et socialisme
 - Les mesures économiques après l'insurrection
 - Le communisme de guerre
 - La « Nouvelle Politique Economique »
 - Faillite et liquidation de la N.E.P.
 - Le débat économique et la lutte principale dans le parti bolchevique de 1923 à 1928
 - La crise de 1927-28 et la liquidation de la N.E.P.
 - La Russie capitaliste numéro 2

Cette brochure, dont l'importance apparaît à la seule lecture du sommaire, constitue un numéro spécial de la revue théorique du Parti, *Programme Communiste*, et sera donc expédiée directement aux abonnés de la revue.

Prix de vente : 9 F — Commandes au *Prolétaire*.

LA "PARTICIPATION"

(Suite de la page 3)

Les opportunistes politiques ou weil hérétiques sociaux démocrates sont aujourd'hui le P.C.F. avec tous les partis nationaux-communistes. Il n'est pas difficile de le montrer et leurs dernières déclarations sur la « participation » dont nous parlions au début de cet article ne font que le confirmer.

Que signifie leur appui à la dernière guerre impérialiste pour la « défense de la patrie », leur ardeur à préconiser ensuite la politique de la « reconstruction nationale » (avec leur « travailler d'abord, revendiquer ensuite ! »), leur « défense de l'industrie nationale » ; le « sang-froid » tant vanté de ces directions pourries et leur « sens des responsabilités » pendant les grèves de mai-juin ? Tout cela fut la politique opportuniste de défense de la société dont l'aristocratie ouvrière tire ses maigres privilèges ! Que signifie leur acceptation de la participation gaulliste, sinon le désir de cette couche de mieux s'intégrer au capitalisme ? C'est en effet le prix de leur contre-poids à la vague de lutte montante du prolétariat. Que signifie leur revendication à la participation, sinon la gestion de l'entreprise, sans la participation à assurer plus solidement leurs

OPPORTUNISME ET FASCISME

Politiquement, le fascisme est une tentative bourgeoise d'unifier toutes les forces sociales de la conservation capitaliste et toutes leurs méthodes de lutte dans un seul parti politique. Le fascisme italien a réussi à le faire, intégrant finalement l'aristocratie ouvrière dans son parti politique et dans l'Etat corporatif, après la défaite prolétarienne. Aujourd'hui, le gaullisme essaie de le faire — avec l'appui des partis opportunistes — avant les affrontements révolutionnaires.

Le prolétariat doit tirer une grande leçon historique des événements de mai-juin et de ses conséquences.

De la même façon que les intérêts de classe du prolétariat et de ceux de l'aristocratie ouvrière sont radicalement différents, la politique révolutionnaire est séparée par un abîme de la politique réformiste et opportuniste : il est impossible de passer de cette dernière à la première. Tous les ouvriers qui, pendant les grèves de mai, croyaient pouvoir « redresser » la « ligne » du P.C.F. ne peuvent que se convaincre que les luttes ouvrières n'ont fait qu'accélérer la putréfaction et le passage ouvert de l'opportunisme dans

privileges sur le dos du prolétariat ? Que signifie leur « démocratie véritable », sinon leur désir de consolider leur condition sociale en formant un bloc avec les autres agents de l'accumulation capitaliste aussi bien au niveau de la production qu'au niveau de l'Etat ? Voilà pourquoi ils sont « démocrates » !

Pourquoi, aux premiers signes du réveil prolétarien, la bourgeoisie lance-t-elle la « grande » opération de la participation, et s'apprête-t-elle à reconnaître aux directions opportunistes certains droits syndicaux au sein des entreprises ? Pourquoi la bourgeoisie veut-elle également leur donner une place au sein des institutions de l'Etat (au Sénat) et de cette façon finir d'institutionnaliser leur collaboration de classe ? C'est la dernière illusion qu'elle peut donner aux prolétaires, en essayant ainsi de retarder la lutte ouvrière avec des mesures démagogiques tendant à faire croire à la classe qu'il existe encore un moyen pour obtenir le « bien-être » dans cette société d'exploitation : la participation qui ne peut signifier qu'une augmentation de la corruption de l'aristocratie ouvrière et le « travail plus si tu veux toucher plus » pour le prolétariat.

les bras de la bourgeoisie. Il faut creuser une tranchée syndicale entre programme et politique révolutionnaires du Parti de classe et l'opportunisme des traités nationaux - communistes, dénoncer impitoyablement ces agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier et refuser tout front unique entre le parti du prolétariat et cette canaille.

Pour redonner à la C.G.T. son caractère de syndicat de classe, il n'y a qu'une seule possibilité : constituer des groupes communistes fondés sur l'ensemble des positions du marxisme révolutionnaire. C'est seulement ainsi qu'il deviendra l'organe de la lutte prolétarienne. Tout en défendant les conditions immédiates de vie des travailleurs et en organisant de larges couches ouvrières, il pourra alors remplir son rôle d'école du communisme.

Quelles que soient les illusions de l'Etat et des opportunistes, la manœuvre de la participation ne pourra pas résister aux secousses sociales qui s'annoncent. Et alors le prolétariat pourra retrouver la direction de son Parti, redevenant un détachement du mouvement révolutionnaire mondial.

La ligne "Université rouge"

(Suite de la première page).

loir à tout prix préserver en permanence le caractère de masse et subversif du mouvement étudiant conduit à une impasse ». D'où la conclusion : « La ligne Université Rouge n'est pas la ligne d'un courant d'avant-garde dans le mouvement étudiant, mais la ligne proposée pour le mouvement étudiant. » Or « le mouvement étudiant fluctue par nature et par vocation, soyons donc des militants à l'éclipse ! »

Si cette chorégraphie se limitait à l'université nous en ferions peu de cas, mais Rouge entend bien lui faire dépasser ce cadre : « Pour que durent et se multiplient les contacts ou-

vriers issus de mai, les comités d'action doivent lancer une campagne de jumelage, jumeler chaque équipe avec une entreprise, un quartier, un grand ensemble, une autre discipline ». Les petits-bourgeois frissonnent toujours de plaisir à l'idée de faire de la spéléologie dans le monde du travail : « Par exemple, une équipe (d'explorateurs ?) pourrait être jumelée avec Rhône-Poulenc, étudier le fonctionnement de la firme, la condition ouvrière (sic !) dans l'entreprise, publier des articles se rendant sur place, prendre contact avec des travailleurs, des syndicalistes, proposer la projection de films sur mai ». En somme, la marche au peuple : on vous fera voir de beaux films (mais quand donc finira de mourir le populisme ?) !

Rouge et ses petits camarades veulent remplacer le Parti de classe par l'« Université Rouge », alors que leurs propres articles permettent, sans qu'il soit besoin de déranger Lénine pour si peu, de conclure à l'échec de leur tentative. L'accueil hilare que devraient leur réserver les travailleurs pourra finir de les en convaincre.

Avec ou sans dévaluation

(Suite de la première page)

ment ? En triomphant dans la concurrence internationale. La recette est simple : ouvriers, retrouvez vos manches, comme disait Thorez, un grand Français, lui aussi, car il faut augmenter la productivité. Vous « participerez » à la restauration de la grandeur française en restant bien sage-ment à votre poste de travail, sans revendiquer ni manifester.

En somme, chacun à sa place, l'Etat au maintien de l'ordre, l'étudiant à ses études, le paysan à son tracteur, le chômeur à sa misère et l'ouvrier à son baignoire, dans l'intérêt supérieur de la Nation. Ce langage fasciste et nationaliste est une insulte directe à la classe ouvrière à qui l'on décerne cyniquement qu'elle est à jamais une classe d'esclaves au service de l'accumulation capitaliste, sans buts propres, sans autres perspectives que la gloire de cette patrie bourgeoise qui vit et prospère de sa sueur et, périodiquement, de son sang également. Mais, encore une fois, si de Gaulle peut le dire avec tant d'assurance, c'est que le terrain lui a été préparé par tous ceux qui, en châtiant la classe ouvrière de son programme communiste, de ses perspectives révolutionnaires, en la pliant, au nom de la Nation justement, aux intérêts de la classe adverse, l'avaient réduite à n'être plus que la classe exploitée, la classe souffrante de la société bourgeoise qui ne menace plus son « ordre » infime, qui ne lutte plus pour son émancipation révolutionnaire, pour le socialisme, et qui se trouve donc complètement désarmée.

*

Le magnifique mouvement de grève de mai-juin a marqué la première rupture du prolétariat avec cet encadrement politique et syndical opportuniste. Contre les partis électoraux, P.C.F. en tête, contre les syndicats sous-réformistes, la classe ouvrière a repris le chemin de la lutte de classe et tenté, malgré toutes les manœuvres de morcellement lancées par les appareils syndicaux, d'éprouver sa force collective en imposant la grève générale de fait. Sans doute ne s'agit-il que des premiers pas, encore bien mal assurés, sans doute le mouvement a-t-il montré bien des faiblesses inévitables d'ailleurs après une si longue période d'infection réformiste et parlementaire, et là même où il prenait la tournure la plus radicale, s'est laissé séduire par les formules inconsistantes de l'immédiatisme gauchiste, comme la gestion ouvrière ». Il n'en demeure pas moins que le choc a été brutal et a ébranlé profondément l'ensemble de la classe ouvrière.

L'opportunisme syndical et politique le sent bien : il déploie tous ses efforts pour colmater la brèche, pour tenter de reprendre en mains les masses qui viennent de faire l'expérience directe, à chaud, de l'électoralisme du P.C.F. et du corporatisme servile des directions syndicales, pour essayer d'effacer tout prolongement des espoirs et surtout de la détermination nés de la grève générale.

L'Etat aussi le sent et se prépare à la lutte. Il perfectionne son appareil répressif, fait alterner les menaces et les caresses (qui ne coûtent rien), et essaie de conjuguer ses efforts avec les efforts parallèles des syndicats, et c'est là « participation ». C'est aussi pour cela, en plus de toutes les considérations strictement économiques, que l'Etat s'est refusé à dévaluer.

D'une dévaluation, les capitalistes pouvaient attendre à court terme un surprofit de spéculation (depuis le début du mois de novembre, un milliard de dollars de capitaux ont quitté la France, pour se convertir en marks en particulier, et trois milliards en tout depuis juin ; en cas de dévaluation, il leur suffirait de se convertir à nouveau en francs pour toucher une prime égale en pourcentage au taux de la dévaluation) et un

avantage momentané pour les exportateurs, puisque les prix des marchandises, exprimés en monnaies étrangères, auraient baissé, les rendant plus compétitifs. Mais dévaluer six mois après la grève générale, c'était provoquer directement, ouvrir la classe ouvrière en lui reprenant entièrement et d'un seul coup, par le jeu de la hausse des prix intérieurs qui aurait suivi inévitablement, ce qu'elle avait arraché de haute lutte, et même en amputant son salaire d'avant mai. Le jeu était dangereux, très dangereux et la crainte d'une riposte énergique du prolétariat a sans doute pesé lourdement dans la décision prise par le gouvernement et dans la fermeté de de Gaulle.

Contre l'intérêt à courte vue des détenteurs de capitaux qui s'étaient jetés dans une spéculation effrénée, l'Etat capitaliste tente donc d'imposer une discipline plus conforme aux intérêts généraux et à long terme du capital. L'Etat suit une politique économique tenant compte non seulement des impératifs de la concurrence internationale, mais aussi des nécessités de la lutte de classe contre le prolétariat. Cette politique économique est inspirée d'une stratégie politique anti-ouvrière.

Le but à atteindre est bien clair : renforcer la compétitivité de l'industrie française sur le marché mondial. Les moyens, de Gaulle les a énoncés fort clairement également : austérité, développement de la productivité, rationalisation, crédit sélectif attribué surtout aux industries exportatrices qui bénéficieront en outre de nouvelles exonérations fiscales, enfin économies dans le budget

Guerre impérialiste ou guerre civile ?

(Suite de la première page)

d'une petite péninsule asiatique, mais la preuve que tant que les causes profondes de la guerre ne sont pas déracinées il ne peut y avoir de paix.

Le « camp socialiste » lui aussi illustre la liaison de la guerre avec l'économie mercantile et sa grande autonomie à l'égard des décisions humaines. L'intervention en Tchécoslovaquie part de l'idée balourdement qu'on arrête des capitaux (ouest-allemands en l'occurrence) inadéquats ; mais ce procédé inadéquat n'est pas indifférent : il est un déplacement subtil vers une situation européenne où demain la guerre s'imposera comme unique moyen de résolution d'un imbroglio que personne n'a voulu. L'U. R. S. S. envoie en Méditerranée des navires de guerre et des sous-marins pour « marquer » la sixième flotte U. S. Si l'on n'en est pas encore à chercher les meilleures positions de départ, la présence des deux super-impérialismes en un même lieu laisse place à l'impondérable, au point que les U. S. A. qui savent qu'un Sarajevo serait prématuré pourraient bien se retirer plutôt que de courir le risque d'un accident. L'U. R. S. S. développe des unités d'intervention hélicoptères et des « marines » c'est-à-dire se rend apte à une guerre localisée de type Vietnam ; elle abandonne ainsi sa stratégie exclusivement défensive pour en suivre une plus adaptée... au développement du capital russe et à ses velléités expansionnistes. Car les Russes, après l'autarcie de la reconstruction, n'échappent pas aux lois du capital et les impératifs d'une concurrence avec plus fort qu'elle, amènent l'U.R.S.S. à laisser découvrir ses marches — avec toutes les conséquences que cela suppose en Europe Centrale — pour aller tenir son rang d'impérialisme en second en Inde, en Afrique, etc...

Devant la toute-puissance des lois du marché, on sent que toute institution internationale est impuissante. L'O. N. U., quand elle agit, le fait selon les intérêts du plus fort et la présence en son sein de la Chine Populaire n'y changerait rien. L'échec des tentatives « pacifistes » de l'O. N. U. vient bien sûr du fait qu'on ne met pas la guerre

d'Etat. Pour le prolétariat, ce-la signifie blocage des salaires, augmentation de l'intensité du travail (cadences), élargissement du chômage. Mais évidemment, et c'est là qu'est l'habileté de l'Etat, ces mesures ne frapperont pas en même temps ni avec la même intensité tous les ouvriers. Aboutissant pour la classe ouvrière aux mêmes résultats qu'une dévaluation, elles sont moins susceptibles de provoquer sa réaction générale. Tel est du moins l'espoir de l'Etat bourgeois ; l'espoir également du P.C.F. dont l'hostilité à la dévaluation naissait de la crainte qu'elle n'allume à nouveau l'incendie de la lutte de classe : ces pompiers ne sont plus si sûrs de le maîtriser facilement.

Notre espoir est exactement inverse : que le prolétariat rejette toute union sacrée pour la défense du franc, symbole de la richesse de la classe qui l'opprime, et déjoue les manœuvres conjointes de l'Etat et des opportunistes pour le faire trimer davantage pour le plus grand bien de l'expansion du capital. Qu'il ne courbe pas la tête lorsqu'on vient lui affirmer solennellement que c'est lui le grand responsable de tous les maux parce qu'il a été trop gourmand en mai, mais qu'il réponde au contraire qu'il veut davantage que les maigres résultats de Grenelle, et d'abord une diminution radicale de la durée de la journée de travail (dont on n'a jamais parlé à Grenelle), en attendant d'en finir une fois pour toutes avec la société capitaliste qui le traitera toujours en bête de somme de l'expansion et jugera toujours « exagérées » ses revendications, les plus élémentaires, les plus modiques.

hor-la-loi par décret ou par vote démocratique, mais surtout de ce que l'O. N. U. est une tentative de donner une forme politique à un internationalisme économique de fait, celui du marché, alors que le marché est régi par la loi de la jungle : dès lors, les instances supra-nationales ne servent qu'à enregistrer les scores de cette sinistre lutte à mort.

La seule force qui n'a d'intérêts qu'internationaux est le prolétariat : les prolétaires n'ont pas de patrie. Cela veut dire que le régime qui les exploite est aussi représenté par les nations et que les luttes qu'elles se livrent sur le plan économique ne sont pas celles du prolétariat. Ainsi la guerre qui solidarise dans chaque camp bourgeois et ouvriers, apparaît comme la défaite du prolétariat mondial.

Par deux fois le prolétariat a failli à sa tâche historique : mettre un terme à un mode de production qui ne survit qu'au prix d'hécatombes successives, par deux fois il s'est laissé prendre au chantage de la bourgeoisie lui disant de défendre la patrie. Or, la guerre n'est pas liée à telle ou telle forme de domination bourgeoise, au fascisme plutôt qu'à la démocratie, mais est inhérente au capitalisme. Dans la crise dont on voit les signes avant-coureurs il faut reconstruire le parti mondial du prolétariat qui saura le conduire dans la seule guerre qui soit la sienne : classe contre classe, bourgeois contre prolétaire : la guerre civile.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1968

LISTE N° 10

Crémière 50 ; Marini 40 ; Docteur de Rome 30 ; Mario 10 ; Barbrière 10 ; Monti 5 ; Paris 411,80 ; Alain 10 ; Antonio 300 ; Soutien Antonio 5 ; S. 100 ; soutien Hélène 7 ; soutien R. 8 ; G. et A. 5 ; Alain 20 ; H. 5 ; G. G. 30 ; soutien Gabriel 8 ; Paris 220,60 ; réunion publique Paris 251,20 ; A. 5,50.

Total liste n° 10 1.507,10 F.
Total précédent 8.758,68 F.
Total général 10.265,78 F.

Directeur - Gérant
F. GAMBINI
B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{III})

Distribue par les N.M.P.P.